

**REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION  
PROJET DE DECISION DE L'ARCEP  
MODIFIANT LA LISTE DES COMMUNES DES ZONES TRES DENSES  
ETABLIE PAR LA DECISION N°2009-1106 DU 22 DECEMBRE 2009**

L'Autorité a soumis à consultation un projet de décision ayant pour objet de retirer 42 communes de la liste des communes de zone très dense et d'ajouter 1 commune à la liste des communes de zone très dense.

ILIAD soutient ce projet de décision en ce qu'il permet de basculer environ 500 000 futures prises FTTH d'un cadre de mutualisation qui ne fonctionne pas (poche de basse densité en zone très dense) à un cadre de mutualisation plus satisfaisant (zone moins dense).

Nous regrettons néanmoins que l'Autorité n'ait pas tiré toute les conséquences de l'échec des déploiements et de la mutualisation en poches de basse densité des zones très dense, ce qui aurait pu conduire à une décision plus ambitieuse :

- soit en proposant de reclasser en dehors de la zone très dense les communes constituées à plus de 50% de poches de basse densité, afin de diminuer encore le nombre de prises résiduelles situées en poches de basse densité en zone très dense ;
- soit en modifiant plus profondément le projet de décision 2009-1106 afin d'imposer pour les poches de basse densité des zones très denses des conditions de mutualisation équivalentes à celles de la zone moins dense (fourniture d'un lien de collecte, cofinancement par tranches de 5%).

## **I - Elargissement de la mutualisation des réseaux**

### **Retrait de communes de la liste des communes des zones très denses**

ILIAD partage le choix des communes retirées de la liste des communes des zones très denses et n'a pas d'observation particulière à ce sujet.

ILIAD attire l'attention de l'Autorité sur le fait qu'un récent appel à cofinancement a été publié par l'opérateur historique et s'est achevé le 31 octobre 2013. Parmi la liste des communes publiées par l'opérateur historique, certaines d'entre elles sont susceptibles d'être reclassée en dehors de la zone très dense.

6027	Cagnes-sur-Mer	77285	Le Mée sur Seine
6079	Mandelieu la Napoule	78208	Élancourt
6123	Saint-Laurent-du-Var	78297	Guyancourt
37195	La Riche	78524	Rocquencourt
54547	Vandoeuvre-lès-Nancy	94011	Bonneuil sur Marne
59512	Roubaix	94081	Vitry sur Seine
59599	Tourcoing	95252	Franconville

Toutefois, l'opérateur historique n'a pas souhaité modifier le calendrier de cet appel à cofinancement pour ces communes.

ILIAD informe l'Autorité que sa réponse positive au cofinancement de ces communes ne constitue pas un refus ou une renonciation à leur reclassement en dehors de la zone très dense. De la même manière, l'opérateur historique n'est pas fondé à se prévaloir de la décision de cofinancement prise par ILIAD pour justifier le maintien de ces communes en zone très dense.

### **Ajout d'une commune en zone très dense**

Sur l'ajout de la commune de Poitiers en zone très dense, ILIAD n'est pas en mesure de faire commentaire.

ILIAD regrette de ne pas disposer d'éléments suffisamment récents permettant d'apprécier l'intégration de la commune en zone très dense. Toutefois, à la vue d'informations précédemment transmises par l'opérateur historique, il ressort que des points de mutualisation ont été déployés dans les immeubles postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi 2008-776 selon laquelle les points de mutualisation doivent être situés en dehors des limites de la propriété privée sauf dans les cas définis par l'Autorité.

## **II - Echec des déploiements en dehors des poches de haute densité**

### **Reclassement des communes constituées à plus de 50% de poches de basse densité**

L'Autorité maintient en zone très dense des communes intégralement constituées de poches de basse densité mais également des communes majoritairement constituées de poches de basse densité :

		Poches de basse densité	Poches de haute densité
93070	Saint-Ouen	18	0
92077	Ville-d'Avray	6	0
92076	Vaucresson	4	0
92047	Marnes-la-Coquette	1	0
91228	Évry	19	3
69259	Vénissieux	20	4
38485	Seyssinet-Pariset	5	1
93064	Rosny-sous-Bois	14	3
38229	Meylan	9	2
92022	Chaville	7	2
59410	Mons-en-Baroeul	8	3
93066	Saint-Denis	28	11
77083	Champs-sur-Marne	5	2
93051	Noisy-le-Grand	14	7
93063	Romainville	7	4
06004	Antibes	15	11
93029	Drancy	16	13
63113	Clermont-Ferrand	23	19
76540	Rouen	23	19
37261	Tours	30	27

Les caractéristiques de ces communes sont pourtant similaires aux communes reclassées hors zone très dense avec un taux de poches de haute densité nul ou inférieur à 50 %.

L'Autorité a continué de considérer que la maille pertinente de définition de la zone très dense était la commune et a donc estimé que l'existence de déploiements sur une partie du territoire de ces communes justifiait le maintien de ces communes en zone très dense.

Or, ce choix de la maille de la commune n'est plus pertinent depuis l'utilisation des IRIS dans la recommandation de Juin 2011 relative aux *Modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour certains immeubles des zones très denses, notamment ceux de moins de 12 logements* pour définir les poches de haute et basse densité.

En effet, les déploiements sont désormais définis par IRIS, les opérateurs ayant intégré la maille des IRIS pour :

- définir leurs zones de déploiement,
- distinguer les architectures de déploiement, points de mutualisation dans les limites de propriété privée dans les IRIS de haute de densité et points de mutualisations extérieurs dans les IRIS de basse densité,
- distinguer les conditions tarifaires applicables, prix en fonction de la taille du point de mutualisation et du nombre de logements par immeuble en poche de haute densité, prix par ligne raccordable en poche de basse densité.

Dès lors, rien ne justifie le maintien de la maille de la commune comme maille pertinente pour la classification des zones très denses.

Les conditions techniques et financières étant différentes entre les poches de haute et basse densité, les poches de basse densité des communes dans lesquelles aucun déploiement n'a été réalisé à ce jour pouvaient être reclassées en dehors de la zone très dense.

### **Définition des conditions de partage équitable des coûts de déploiement dans les poches de basse densité.**

ILIAD estime que la révision de la décision 2009-1106 est incomplète pour s'assurer du principe d'un financement équitable des coûts à partager entre les opérateurs.

Sur l'ensemble de territoire, le cofinancement des déploiements est proposé selon deux modalités différentes :

- en zone très dense, les coûts de déploiement sont partagés à parts égales,
- en dehors de la zone très dense, la participation au cofinancement est progressive permettant aux opérateurs d'adapter à la maille des agglomérations leur niveau de participation à leurs parts de marché.

Le critère d'application de telles ou telles modalités financières est l'appartenance à une zone, le mode de cofinancement est uniforme dans chaque zone.

Ainsi, dans les poches de basse densité dont les caractéristiques d'habitat sont identiques aux zones en dehors de la zone très dense et dont les conditions techniques de déploiement sont similaires aux zones en dehors de la zone très dense, les coûts de déploiement sont répartis à parts égales entre les opérateurs participant au cofinancement et ce, quelle que soient leurs parts de marché locales.

Dans sa consultation, l'Autorité constate que les appels à cofinancement dans les communes intégralement constituées de poches de basse densité sont restés sans réponse. Les causes de cette situation sont certainement :

- principalement l'obligation de cofinancer à parts égales les déploiements réalisés et les tarifs pratiqués,
- secondairement, l'absence de collecte des points de mutualisation.

Ainsi, ILIAD a pu souscrire au cofinancement des déploiements hors zone très dense sur 52 agglomérations couvrant plus d'un millier de commune mais n'a pas souscrit au cofinancement de communes situées en zone très dense constituées uniquement de poches de basse densité. Ces dernières sont pourtant le plus souvent adjacentes aux communes dans lesquelles ILIAD déploie son propre réseau et cofinance des déploiements selon les modalités applicables hors zone très dense.

A titre d'exemple, ILIAD s'est engagé auprès de l'opérateur historique à cofinancer les déploiements sur la CU Lille Métropole hors zone très dense, sur les communes de Lille et Mons-en-Barœul en zone très dense mais ne participe pas au cofinancement des communes de Roubaix et Tourcoing situées en zone très dense.

Ce refus du cofinancement des communes constituées intégralement de poches de basse densité montre que, malgré leur classement en zone très dense, une prise en charge des coûts de déploiement sans lien avec leur part de marché locale n'est pas supportable par les opérateurs commerciaux et finalement est déraisonnable.

Par ailleurs, si les opérateurs commerciaux participent aujourd'hui au cofinancement de déploiements réalisés dans les poches de basse densité, il ne s'agit que d'une conséquence de leur choix de cofinancer les déploiements en poches de haute densité. En effet, l'engagement de cofinancement ne peut être souscrit qu'à la maille d'une commune, un opérateur ne peut avoir la qualité de cofinanceur *ab initio* et ne disposer d'une fibre dédiée qu'en acceptant de cofinancer les déploiements réalisés sur l'ensemble de la commune y compris dans les poches de basse densité.

Dans le cadre de l'offre de cofinancement de l'opérateur historique, le choix du mode de cofinancement est le suivant :

- soit être cofinanceur *ab initio* et pouvoir disposer d'une fibre dédiée,
- soit être cofinanceur *a posteriori* moyennant (i) l'application d'un coefficient de cofinancement *ex post* applicable dès le lendemain de la date limite de réponse au cofinancement et pouvant augmenter les prix de cofinancement jusqu'à 28% et (ii) renonciation à disposer d'une fibre dédiée.

Or, malgré des conditions financières *a posteriori* nettement moins avantageuses, ILIAD ou aucun autre opérateur n'ont été acceptés d'être cofinanceurs *ab initio* de communes intégralement constituées de poches de basse densité.

Cela signifie que, pour une commune comprenant des poches de haute et basse densité, le choix d'être cofinancier *ab initio* n'est lié qu'à l'attractivité des poches de haute densité, le critère de sélection étant la part de marché locale dans ces dernières.

Dès lors, rien ne permet d'affirmer dans le projet de décision que « *dans les communes dans lesquelles des déploiements significatifs ont été réalisés, il n'existe pas de doute concernant l'attractivité de la commune aussi du point de vue des déploiements que du cofinancement* ».

Au contraire, l'obligation de cofinancer à parts égales les déploiements menés dans les poches de basse densité est contraire au principe d'échelle des investissements rappelé par la Commission Européenne dans sa recommandation NGA ainsi que par l'Autorité de la Concurrence dans son avis n°10-A-18 relatif à la décision 2010-1312. Cette obligation est d'autant plus contraire aux principes rappelés que dans ces zones les déploiements réalisés sont similaires à ceux réalisés en dehors de la zone très dense : déploiement d'une boucle locale très haut débit unique accessible à partir de points de mutualisation situés en dehors des limites de la propriété privée et d'une taille significative (300 lignes minimum).

La révision de la décision 2009-1106 était l'occasion de préciser que le caractère équitable de prise en charge des coûts de déploiement n'induisait pas une uniformité de la structure tarifaire sur la maille de cofinancement et permettait bien de proposer une offre de cofinancement progressive dans les poches de basse densité de la zone dense à l'instar de ce qui est pratiqué en dehors de la zone très dense.

